LA RAFLE DU 27 JUIN 1944, À REBECQ

Préambule

Grâce aux incessantes recherches entreprises pour connaitre ce qu'il s'est réellement passé, le matin tragique du 27 juin 1944, les informations acquises commencent à nous permettre de percevoir comment la rafle a eu lieu, pourquoi avait-elle été organisée, qui en étaient les véritables commanditaires et quelles furent les retombées sur les personnes impliquées dans ce drame.

Les témoins directs ont, pour la plupart, disparu et seuls les descendants des personnes arrêtées pourraient apporter un nouvel élément à la compréhension des faits. Mais ces descendants n'étaient, à l'époque, qu'âgés de quelques années, il y a quand même 70 ans que tout cela est survenu.

En consultant les dossiers des victimes rebecquoises de la rafle, de nouvelles informations sont apparues, à la lumière desquelles, nous pouvons aisément retracer le cours des événements, tels qu'ils se sont passés, ceci en vertu des témoignages recueillis par les services de police et de gendarmerie d'après-guerre, les auditeurs civils et militaires chargés des enquêtes réalisées en vue d'ouvrir des procès impliquant les traitres dans l'affaire de Rebecq et également constituer le statut de prisonnier politique et de victime de guerre que demandaient les Rebecquois arrêtés dans la rafle.

En particulier, il nous à été donné de saisir une pièce maîtresse au sein des centaines de documents que nous avons été amenés à lire et à relire et mettre en corrélation avec d'autres informations émanant de sources diverses. Il s'agit d'une synthèse générale du déroulement des arrestations et une explication sur les raisons qui ont conduit à ce drame. Ce document est en fait une déposition faite par un témoin qui a souhaité, à l'époque, conserver l'anonymat. La personne qui auditionnait le témoin était M. Charles Vrancken, Commissaire de l'Etat près la commission chargée des enquêtes en vue de l'octroi du statut de Prisonnier Politique Ce haut fonctionnaire qui avait l'autorité d'un auditeur militaire était chargé principalement des enquêtes sur le dossier de Rebecq. Il a eu l'occasion, au cours des huit à dix ans qu'ont duré les procédures, d'apprécier objectivement la situation, grâce aux nombreuses auditions et vérifications de témoignages qu'il a diligentées pendant son mandat. Ce rapport figure aux pages suivantes 8 et 9, mais nous avons souhaité en faire la synthèse émaillée des détails que les témoins de l'affaire ont pu apporter.

Le récit qui suit est sans concession aucune, mais une retranscription de ce qui a été vu et subi par les intervenants aux événements du 27 juin 1944. La problématique de la collaboration est abordée, telle qu'elle a été évoquée à l'époque. Si nous pensons qu'il est important de relater le ressenti des victimes, nous croyons qu'il est primordial de parler des raisons qui ont engendré cette tragédie dont toutes les victimes ont enduré les affres pour le restant de leur vie. Cela ne met aucunement en cause les éventuels descendants des traitres qui ont, en fin de compte, payé leurs forfaits et leurs crimes.

Il est également important de dire que le conséquent travail d'enquête historique réalisé par Jean Frings, dans les années 1990, qui portait sur l'histoire de la période 1940-1945 à Rebecq, Quenast, Wisbecq et Bierghes, ainsi que dans les communes limitrophes (*voir « Rebecq, Souviens-toi »*), nous a été d'une aide précieuse pour ce travail de mémoire que nous avons entrepris et que nous poursuivrons tant que nous aurons des éléments à ajouter à la constitution de notre histoire commune.

Nous souhaitons apporter aussi une dernière précision: toutes les assertions incluses dans le chapitre qui suit sont extraites de rapports officiels et ne constituent nullement des affirmations ou considérations personnelles. Et tout cela est vérifiable, car tiré des nombreux documents en notre possession.

Wilfred Burie,
Secrétaire, chargé du Protocole

Décembre 2014.

Les prémices de la rafle

Plusieurs événements furent à l'origine de la rafle de juin 1944. Depuis des mois, la résistance, entre autres, les groupements « Armée Secrète » et « Front de l'Indépendance » menaient des actions sur le territoire de Rebecq, ainsi que sur celui de Braine-le-Comte et de Quenast. Des habitants de Rebecq formaient un noyau actif de résistance. Des actions étaient organisées depuis les six mois précédant la rafle afin de saboter la ligne de chemin de fer 115 reliant Tubize à Braine-le-Comte et qui passait par Rebecq et Rognon. Cette voie ferrée était d'intérêt stratégique pour l'occupant, qui s'en servait principalement pour acheminer du matériel, des armes, des munitions et des hommes vers le front de l'Ouest. Les sabotages incessants qui y étaient effectués occasionnaient des dégâts importants, induisant des retards considérables dans le programme d'approvisionnement de l'armée allemande stationnée en France. De plus, une série d'exécutions de collaborateurs avait été perpétrée à Rebecq, provoquant des actions répressives de la part de l'ennemi, dans la commune.

Ainsi, le 2 février 1943, les frères Marit, Emile et Léon, reçurent la visite des hommes de la Gestapo, dans leur ferme. Toute la ferme fut fouillée. Les policiers allemands découvrirent finalement un révolver ainsi qu'un fusil de chasse et leurs munitions appropriées. Bien qu'ils déclarèrent que ces armes leur appartenaient personnellement, les frères Marit sont tous deux arrêtés manu-militari et emmenés à Bruxelles pour y être interrogés. Emile prend sur lui la responsabilité de l'affaire, car son frère, malade du cœur n'aurait probablement pas supporté la détention. Léon reviendra à Rebecq au bout de deux jours, tandis qu'Emile passera six mois à Saint-Gilles et Merxplas, en prison.

Durant les semaines précédant la rafle, plusieurs autres faits marquants avaient attiré l'attention des Allemands, et spécialement celle de la Gestapo et du SD (*Sicherheitsdienstes*de - services de Sûreté, sis avenue Louise, à Bruxelles) sur Rebecq. Les actions répétées des résistants rebecquois ne faisaient qu'énerver l'occupant.

Il existait, à Rebecq, plusieurs collaborateurs, dont un affichait publiquement ses préférences. Rexiste, membre de la Garde Wallonne et feldgendarme nommé par les Nazis, il était ouvertement critiqué par la population pour les exactions qu'il menait personnellement à l'encontre de plusieurs habitants du village. Il s'agissait de Marcel Gilmont, né en 1902. Il montrait un zèle extraordinaire à menacer ses contemporains et tout le monde en avait peur. Afin d'illustrer de quel genre de personnage il s'agissait, voici les témoignages de personnes qui avaient eut à subir les méfaits de Gilmont. Il s'agit d'un article paru dans l'« Echo de la Haute Senne », le 8 février 1946, lors du procès du tortionnaire:

« *Nos lecteurs comprendront qu'il n'est pas utile de reproduire les audiences intégralement. Nous nous bornerons à faire un examen des cas spéciaux rapportés par des témoins sincères. Quelques uns de ceux-ci restaient encore à entendre avant les plaidoiries des auditeurs militaires et civils. Voici, entre autres la tragédie qui, le 3 août 1944, remplit de panique notre commune. Elle est évoquée par Julien Debast, de Saintes, qui faisant partie de l'Armée Secrète, se trouvait sur place, en service commandé.*

La rencontre avec l'ennemi eut lieu au chemin de l'Enfer (actuellement chemin Planche Quévit). Les membres de l'A.S. se défendirent en faisant usage de leurs armes. Malheureusement, Mme V. Hautenauve, qui travaillait à la récolte sur son champ en compagnie de plusieurs membres de sa famille a été touchée mortellement par une balle. Valère Vantripont fut également atteint et mourut quelques heures après. Gilmont se vanta de l'avoir achevé d'une balle dans la tête. Le témoin raconte qu'un certain M. Delestienne a été également touché et que Gilmont lui a fêlé le crâne avec la crosse de son révolver.»

Un autre résistant de l'A.S. Robert Lacroix, affirme aussi avoir été battu par Gilmont lors de son arrestation à l'occasion d'un parachutage d'armes à Ittre. Pour chaque question restée sans réponse, il a reçu 15 coups de matraque de la part de Gilmont, qui le laissa couvert de sang plusieurs fois et finit par l'assommer ».

Mais n'anticipons pas, et reprenons le cours des événements.

Le crash du Lancaster JA712-BQ-H

Hormis les attaques sporadiques mais incessantes de la résistance, survint un événement majeur qui changera beaucoup de choses à Rebecq. La nuit du 28 mai, un appareil de type Avro-Lancaster de la Royal Air Force s'est écrasé dans une pairie sise au « Stoquois ». Il s'agit d'un bombardier qui revenait d'Allemagne, où il avait bombardé la gare de Rothe Erde à l'est de la ville d'Aix-la-Chapelle. Le Lancaster JA 712 BQ-H avait décollé de la base de North Killingholme, le 27 mai 1944, à 22h30, en compagnie d'une série d'appareils du 550 Squadron R.A.F. La cible avait été atteinte et le bombardement avait eu les résultats prévus, selon les rapports de mission, malgré la brume qui recouvrait l'objectif. Trois appareils du 550e ne sont pas rentrés à North Killingholme, cette nuit-là: un est tombé dans la Ruhr, un autre à Lichtervelde et le JA 712-BQ-H à Rebecq. Ces avions étaient, à l'époque, les plus gros porteurs existant. Ce modèle, utilisé par les Britanniques pouvait prendre 10 tonnes de bombes et avait un rayon d'action d'environ 2600 km. Il transportait sept personnes à son bord. A l'inverse du modèle américain B17, de capacités analogues au Lancaster britannique, ce dernier était destiné à opérer principalement de nuit, les Américains opérant de jour. Mais dès que les escadrilles qui avaient décollé des bases anglaises entamaient leur parcours sur le continent, les avions de la chasse allemande s'employaient à les mitrailler. Et le danger d'être atteint lors du retour, à vide restait encore le souci permanent des aviateurs aux commandes d'un avion moins maniable que les fameux Messerschmitt de la Luftwaffe.

C'est ce qui est arrivé à appareil JA720-BQ-H, qui a été touché à une aile, un peu à l'est de Bruxelles. L'officier pilote, Elvin Purney tenta alors d'amener sa machine en feu hors des zones urbaines qu'il survolait. Arrivé au dessus de Rebecq, le bombardier (la personne chargée de lâcher les bombes sur l'objectif) décida de sauter en parachute. C'était le seul des sept occupants de l'appareil à pouvoir le faire, une trappe se trouvait juste sous son habitacle, tandis que ses compagnons, en cas d'urgence, étaient obligés de s'en remettre à la Providence.

Une fois que Molnar eut sauté, l'avion amorça sa descente inéluctable et tomba dans une prairie située en bordure de la Senne, au hameau du « Stoquois ». L'impact au sol produit une déflagration assourdissante qui réveilla les villageois. En sortant de leur lit, ils purent voir que le ciel était devenu rouge, tant l'incendie provoqué par l'explosion était important. Les personnes habitant le plus près furent évidemment les premiers sur place. Ils tentèrent d'approcher les débris en flammes. Si la carlingue était plus ou moins entière, de nombreux morceaux de l'avion jonchaient le sol et brûlaient toujours.

Antonio et Caroline Calliman, ainsi que Léon Decrême, qui habitaient à proximité du lieu de l'accident sont sur place, Ils sont accompagnés d'autres villageois qui accourent du village. Ils découvrent dans les amas incandescents le corps d'un des aviateurs. Il semble en vie, il émet une sorte de gémissement. Il s'agit de David Yardley, le mitrailleur de dos, dont la coupole a été projetée à des dizaines de mètres de l'appareil, lors de l'explosion. Il est encore prisonnier du dôme en plexiglas de son habitacle. Son visage n'est plus qu'une masse informe et sanguinolente et, à première vue, il semble avoir d'autres blessures importantes. Les secouristes improvisés décident d'envoyer un jeune garçon (le fils Calliman) chercher le médecin du village, qui pourra mieux juger des mesures à prendre pour manipuler le blessé. Le docteur Robert Dupureur arrive, accompagné de l'abbé Géry Piérard, vicaire de Rebecq. Il demande que l'on apporte ce qui pourra servir de civière afin de transporter le blessé. Après avoir dégagé le plexiglas de la coupole gisant à terre, les secouristes improvisés extraient l'aviateur et l'installent sur une des dérives de gouvernail de l'avion qu'un des témoins à prélevé des débris, à proximité. Rapidement, ils partent vers l'hospice alors reconnu comme hôpital, avec le blessé qui semble toujours vivant. Le blessé recevra là-bas, les soins appropriés.

Environ une heure s'est déroulée depuis que l'avion s'est crashé. Le jour commence à poindre, il est cinq heures du matin, et les Allemands risquent à tout moment d'arriver sur les lieux. Les personnes présentes jusque-là rentrent chez elles pour ne pas être inquiétées par la

police allemande. Sur ces entrefaites, le docteur Dupureur a commencé à opérer l'aviateur transporté à l'hospice. Celui-ci a la face complètement ravagée. La mâchoire inférieure est brisée en de multiples endroits, son nez n'est plus que de la bouillie, il présente des fractures multiples aux bras, aux avant-bras, aux mains et aux doigts. Son omoplate gauche présente une plaie béante qui laisse entrevoir les os de l'épaule brisés également. Le praticien rebecquois termine à peine les premiers soins qui s'imposent au blessé à qui il a administré des puissants sédatifs lorsque les soldats de la Feldgendarmerie de Nivelles arrivent à Rebecq. Ils rejoignent rapidement les lieux de l'accident, une colonne de fumée, visible de loin, signale l'endroit de l'accident. Ils opèrent une inspection parmi les débris encore fumants de l'avion et ne voient que le corps de deux aviateurs. Directement, ils décident de fouiller les maisons aux abords de l'accident et plusieurs d'entre eux se rendent rapidement à l'hospice, où ils découvrent le médecin soignant son patient. Après avoir fouillé le bâtiment, et voyant que le patient n'est pas transportable, ils retournent rejoindre leurs collègues, au Stoquois.

A la fin de la journée, les Allemands, qui n'ont, en fin de compte trouvé que trois aviateurs (David Yardley qui est à l'hospice, John Sheahan, ingénieur de vol et Kenneth De Lengerke, mitrailleur, qui ont été tués dans le crash). Sachant que l'équipage d'un Lancaster est composé de sept aviateurs, ils en déduisent donc que les quatre manquant sont dans la nature, ou tout du moins, cachés par les villageois. Un cordon de sécurité est installé autour de l'épave, dont on a extrait les deux cadavres, qui ont été emmenés directement au cimetière d'Evere, à l'est de Bruxelles, où ils sont enterrés dans la parcelle que l'occupant a dévolu aux victimes étrangères tombés dans le secteur.

Juste avant que l'avion ne s'écrase au sol, Elie Molnar, qui avait réussi à sauter de l'avion, a atterri dans un champ situé sur les hauteurs du Stoquois. Il a été aperçu par un fermier qui lui a conseillé de rester caché dans le fossé, en attendant que les Allemands soient repartis. Ainsi, l'aviateur, qui s'est foulé la cheville en atterrissant, demeure terré jusqu'à ce qu'on vienne le chercher. D'autre villageois, alertés par le fermier, arrivent alors et emmènent le bombardier chez Joseph Mahy, où il est revêtu d'habits civils, restauré et où on soigne sa cheville. De là, on le conduit dans une grande ferme (la ferme Marsille, au Stoquois), où Emile Hanon prend des photos pour lui faire des papiers d'identité. Ensuite, il est dirigé vers Enghien où il restera chez des villageois jusqu'au 30 mai. Enfin, il sera amené dans une ferme du village de Lombise, près de Lens (B) où on l'habille d'un uniforme de gendarme. Il restera caché jusqu'au 3 septembre, date à laquelle les libérateurs alliés arrivent à Lombise. Il rejoint les Alliés et les Américains le prennent en charge et le rapatrient en Angleterre via la France. Il arrivera finalement au Royaume-Uni le 8 septembre. Il a été démobilisé le 22 janvier 1945.

Les préparatifs de la rafle

Suite à cet événement, la méfiance des autorités policières allemandes à l'égard de Rebecq ne fait qu'augmenter. D'autant plus qu'ils reçoivent des informations de la part de leurs agents sur place, entre autres, Marcel Gilmont, dont le zèle n'a fait que progresser. Il avait déjà établit une liste de personnes qu'il disait suspectes d'appartenir à des mouvements de résistance, fait arrêter et incarcérer Giuseppe Vecchiato le 22 juin à la prison de Nivelles. Là, il l'« interroge » à sa manière, c'est-à-dire sous la torture, afin que le malheureux lui confirme que les noms figurant sur sa fameuse liste étaient bien ceux de résistants actifs. A bout de force, Giuseppe est contraint de confirmer ce qu'avance Gilmont, alors que le pauvre n'a probablement aucune idée de ce qu'est un groupe de résistance. Il y a même ses frères Giovanni et Rino qui figurent sur la liste de Gilmont.

Après les enquêtes diligentées après la libération, il apparaît clairement que le collaborateur rebecquois a établi sa liste en mêlant volontairement des noms d'innocents et ceux de personnes qu'il considérait comme ennemis personnels. A la suite des nombreux témoignages des personnes présentes à son procès, on s'aperçoit, sans en comprendre les raisons ou les motivations profondes, que l'individu paraissait convoiter, ou du moins, envier la plupart des gens qu'il avait fait arrêter au cours de la guerre pour leur statut social, leur

fortune, peut-être... Pour clôturer le volet Gilmont, il reste curieux qu'il n'ait jamais inquiété les membres de certains groupes de résistance, qui, d'après l'avis de beaucoup, étaient notoirement connus pour leurs activités clandestines et menaient leurs opérations de manière fort peu discrète, mettant éventuellement en danger, toujours selon leurs dires, les habitants du village. Mais cela est une autre histoire. Gilmont a été arrêté fin septembre 1944, déféré à Nivelles où le Conseil de Guerre l'a condamné à mort pour crimes de guerre et collaboration active. Ayant fait appel du jugement, il a été finalement jugé pour les mêmes motifs par la Cour Militaire du Tribunal de Bruxelles qui a commué sa peine de mort en réclusion à perpétuité. Transféré à la prison de Saint-Gilles, où il avait fait emprisonner ses concitoyens quelque mois auparavant, il est mort pendu dans sa cellule, d'après ce qui a été dit, à l'époque.

L'opération du 27 juin 1944

Mais avant d'en arriver là, le SD de Bruxelles (Gestapo) et les policiers allemands de Nivelles décident de mener une rafle à Rebecq, en se basant sur la liste fournie par Marcel Gilmont. L'opération est programmée pour le 27 juin à 00h00. Outre les officiers comandant l'opération, trois camions sont envoyés à Rebecq. Un, avec des hommes de la 8e D. SS Brüssel, un autre avec des hommes de la Feldgendarmerie de Nivelles et enfin un camion vide qui doit servir au transfert des personnes appréhendées.

La première personne arrêtée est Joseph Mahy. C'est chez lui que Molnar avait été amené avant d'être exfiltré vers Enghien, le 28 mai 1944, au soir. Le couple Calliman avait été vu chez Joseph Mahy ce même soir. Antonio Calliman et son épouse Caroline Carrer sont également arrêtés. Puis, c'est le tour du vicaire Géry Piérard. Le vicaire est embarqué dans une voiture dans laquelle se trouve Mahy, que l'on vient de cueillir, et Giuseppe Vecchiato, que l'on a amené de Nivelles, menottes aux poings et dans un triste état. La voiture file directement rue de la Station, au café tenu par Léontine Marsille, en face de la gare. Un peu auparavant, elle a du ouvrir sa porte et laisser entrer des Allemands qui ont fouillé sa maison de fond en comble. C'est là qu'il a été décidé de concentrer les personnes arrêtées.

Les uns après les autres, les villageois sont amenés au café, où ils doivent se placer mains et face conter le mur, sans parler. La fille de Caroline Marsille, ainsi que sa mère, qui a passé la nuit chez elle, sont confinées à l'étage, tandis que Caroline doit se joindre aux personnes déjà appréhendées. Ensuite, c'est le tour de Robert Dupureur. Le médecin habite à deux pas le là, et il n'a pas été compliqué d'aller le chercher chez lui. Il est utile de préciser que le fait qu'il ait soigné l'aviateur anglais ne semble pas la raison réelle de son arrestation. D'autre personnes du village ont été vues sur les lieux de l'accident et à l'hospice, lors du transfert du blessé, mais n'ont pas été inquiétées, du moins ce jour-là.

Une équipe d'allemands débarque à la laiterie De Braeckeleer. Ils fouillent l'usine, ainsi que les habitations des propriétaires de l'entreprise. Chez Louis, ils découvrent un coffret métallique qu'ils demandent d'ouvrir. L'épouse de Louis fait chercher Olivier Jamin, le comptable, qui réside dans la même rue, car c'est lui qui en détient la clef. Après être arrivé sur les lieux de la perquisition, Jamin ouvre le coffret. Celui-ci contient une importante somme d'argent qui est immédiatement confisquée. Les frères Georges, Arthur, Louis Debraeckeleer, ainsi que le comptable Jamin et Frans Snoeck, ouvrier, sont embarqués, Marcel Antoine qui est présent durant l'opération, reste libre. Un mois auparavant, les De Braeckeleer avaient déjà reçu la visite des Allemands, qui avaient interpellé Gilbert Courtecuisse, chez eux. Celui-ci était membre des Partisans Armés. Il fut interné à Neuengamme le 31 août 1944. Il est mort, fusillé par les SS, à Lunebourg, en avril 1945. Une autre personnalité marquante qui a été hébergée chez les De Braeckeleer fut Edmond Machtens, Bourgmestre de Molenbeek-Saint-Jean, qui se cacha pendant deux ans dans la laiterie rebecquoise. Par une chance extraordinaire, il n'a jamais été pris.

Un autre groupe de personnes arrêtées vient compléter celui de ceux qui ont été déjà pris. Y figurent Emile De Rycke, garagiste, qui est âgé de 70 ans, Raoul Debilde, fermier à la Grande Haie, dont l'inimitié de Gilmont à son encontre est notoire. Son valet de ferme Louis Deneyer a été également arrêté et amené. Le garçon n'a pas 18 ans et, lorsqu'il ne loge pas à la ferme, habite chez ses parents, à Saintes. Les deux fermiers Brenard, de la ferme Millecamps, ainsi que leur ouvrier Guerino Bacci sont également appréhendés. Les fermiers Brenard seront rapidement relâchés, mais Bacci maintenu. Tout au long de la matinée, Marcel Gilmont est présent, au café où sont amenées les personnes recherchées. Il ne dit rien aux interpellés, mais tient sa fameuse liste à la main. Emile Hanon, le photographe du village est arrêté, ainsi que les deux fermiers Emile et Léon Marit, dont l'exploitation se situe à la Genette. Rino Vecchiato, leur ouvrier agricole est également embarqué. Enfin, une équipe qui s'est rendue chez Giovanni Vecchiato en compagnie de Giuseppe, toujours menotté, en revient avec le dernier prisonnier.

Toutes les personnes recherchées ont été interpelées. Tout ce monde est embarqué à bord du camion qui a été prévu à cet effet. Destination: la prison de Saint-Gilles. A partir ce moment, le destin des gens impliqués dans la rafle est tracé. Pour six d'entre eux, le transfert au camp de Breendonk est rapidement ordonné. Pendant le temps qu'ils passeront là-bas, ils apprendront ce qu'est l'univers concentrationnaire allemand. Joseph Mahy y expérimente l'isolement. Il subit la torture et est enfermé dans une cellule de 2 m sur 1,20 m. Il sortira de cet endroit avec des séquelles physiques graves, mais comme ses compagnons de captivité, il sera envoyé à Sachsenhausen et Oranienburg. Le septième rebecquois à être déporté en Allemagne, Louis Deneyer sera mentionné étant décédé le 1er décembre 1944 au sous-camp de Bremen-Blumenthal (n° de matricule 44812). Il n'apparaît aucune trace du jeune homme, tant à Saint-Gilles, où il est quand-même bien allé avec les autres Rebecquois avec qui il avait été interpelé, de même qu'à Breendonk. Il y aura deux autres de nos compatriotes qui ne reviendront pas chez eux: Giovanni et Giuseppe Vecchiato, qui ont encore été vus par les frères De Braeckeleer, en décembre 1944, à Sachsenhausen. Georges, Louis et Arthur Debraeckeleer, ainsi que Joseph Mahy seront enfin libérés par les Alliés russes en mai 1945.

Les autres rebecquois incarcérés à Saint-Gilles le 27 juin 1944 auront un sort moins tragique, si l'on peut parler ainsi: dix d'entre eux seront envoyés au camp de Bourg-Léopold, en vue d'être déportés normalement à Buchenwald. Ils seront libérés le 5 septembre, grâce à l'arrivée des Alliés. Les cinq autres resteront à Saint-Gilles jusqu'au jour où leurs geôliers les chargeront à bord d'un convoi à destination d'Auschwitz. Mais ce train n'ira pas bien loin: le 3 septembre, Bruxelles est libérée et ils se trouvaient dans le « Train Fantôme » que les cheminots belges empêchèrent d'aller bien loin.

Il résulte de cette tragédie au moins une remarque qui vaut pour toutes les victimes de ce drame. Tous en ont subi d'importantes séquelles psychologiques, à telle enseigne que la plupart d'entre eux sont revenus de captivité meurtris à vie de cette aventure dans laquelle ils ont, en général, été mêlés sans savoir pourquoi. Peu d'entre eux ont évoqué le sujet de leurs souffrances, et lorsqu'ils s'en sont ouverts, c'était pour se taire rapidement, tant le poids du drame était grand.

Ce travail repose sur le résultat des recherches historiques entamées depuis des années. Au fur et à mesure que le temps passe, il devient de plus en plus difficile de retrouver de nouvelles informations pouvant donner un éclairage plus précis sur ce qui s'est passé, voici 70 années. Mais il arrive que le miracle se fasse et l'histoire de notre village et de nos anciens se lit plus nettement, nous pouvons mieux appréhender notre passé commun, nous en faire notre patrimoine historique indélébile, ce qui permettra, en y réfléchissant, de nous projeter dans l'avenir avec la certitude que nous sommes issus d'une histoire non seulement constituée de souffrances et de bassesses, mais également de noblesse d'âme et de bravoure.

Outre la reconstitution générale des événements, chacune victime impliquée a, dans cet ouvrage, une page qui lui est consacrée. On y trouvera les détails particuliers à chacun.

MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION
= = = = = = = = = = = = = = = = =
Statut des Prisonniers Politiques
Dossier n° 121.803 en cause
121.331
CABINET 27/21.

W/2

Ce jour, le 25.9.52 a comparu devant nous,
Monsieur VRANCKEN, Commissaire de l'Etat, assisté de.....

Lequel nous déclare en langue française :

Le témoignage ci-dessous m'a été fait sous secret, le témoin ne désirant pas que son nom apparaisse.-

Il a été à sa connaissance que le 2 février ont été arrêtés en 1943. Cependant les motifs de cette arrestation ne furent pas bien définis.- Il arrivait souvent que des fermiers étaient arrêtés pour des motifs de ravitaillement. Il arrivait souvent que les Allemands venaient perquisitionner pour des motifs de ravitaillement. De là à découvrir des armes cachées au cours d'une perquisition ayant un autre mobil, il n'y a qu'un pas.-

Il n'y a aucun reproche à leur faire concernant leur attitude patriotique sous l'occupation. Emier est du reste un combattant de 1914.

A Rebecq un rexiste garde wallonne et feldgendarme nommé Gilmont Marcel avait été critiqué ouvertement par la population du village. Ce Gilmont connaissait cette haine contre lui vu que personne ne le regardait. Il se trouvait au café du village le 27.6.1944 mais n'alla arrêter personne, se cachant. Il fut vu lors du chargement sur le camion. Il fut arrêté à la libération Condamné à mort par Conseil de Guerre de Nivelles, peine commuée en détention perpétuelle. Beaucoup de Rebecquois ont témoigné au procès. Il fut déterminé qu'il dressa une liste d'otages à arrêter à Rebecq , mêlant volontairement des noms d'innocents avec les noms d'ennemis personnels ~~après~~ afin de cacher son jeu.-

Cette liste fut en quelque sorte homologuée par Vecchiata Joseph, mort en Allemagne et arrêté quelques jours avant la ..... rafle.(22 ou 23.6.44) et torturé par Gilmont à Nivelles de façon à lui faire dire oui pour chaque nom cité. C'est ainsi que le 27 juin 1944 les Allemands arrivèrent dans le village de Rebecq avec 3 camions, av. d'allemands venant de 8e D. Brüssel, 1 autre de gardes wallones venant de Nivelles et 1 troisième vide pour charger.

La première personne arrêtée fut Joseph Mahy. C'était chez lui que le lundi de Pentecôte,le matin, l'aviateur anglais blessé avait été transporté. En même temps, se trouvaient, à la Pentecôte dans la maison Mahy, Mr. Angelo Caliman et Carolina Carcre son épouse. Ces deux personnes furent également arrêtées le 27.6.1944.

Le second arrêté fut le vicaire de Rebecq. Dans la voiture l transportant, se trouvaient déjà Mahy et Vecchiata Joseph ramenés les menotes au poing de Nivelles.

Puis arrivèrent le docteur Robert DUPUREUR (qui avait été soigner l'aviateur à l'hospice).- Toutefois il est bonde dire que l'histoire de l'avion n'a pas été la cause des arrestations car

.../..

beaucoup de personnes ont été vues aidant l'anglais et n'ont pas été inquiétées. Il y eut plutôt un choix empirique.-

D'autres arrêtés furent les 3 propriétaires de la Laiterie De Bracheleer, Marcel Antoine, employé, Snock, Jamin (compatable), et Contecuisse (résistant se cachant chez eu

Mahy et les frères Debracheleer furent transférés à Breendonck?-A leur retour, les frères Debrackeleer ont gardé beaucoup de reconnaissance à Mahy qui ne les avait pas dénoncé.-

Dans un autre groupe d'arrêtés Deryck, garagiste, (70 ans à ce moment). non résistant.- De Bilde Raoul (résistant) s'était occupé de l'avions anglais mais ennemi personnel de Gilmont. En l'arrêtant les Allemands prirent son valet de ferme Louis Denezet (pas 18 ans) donc pas prévu et pas de Rebeco.- Les 2 fermiers Brenard et sur la cour de la ferme, le valet de ferme Bacei Guerino parce que sans pièces d'identité. On ~~xxxx~~ relache les 2 Brenard une heure après, on maintient le valet de ferme.On arrête Hamon Emile (pas résistant). -

Vecchiato en compagnie des Allemands va arrêter son propre frère, non résistant et trav. vol. en Allemagne, Vacchiato Giovain (mort en Allem.) Ensuite les 2 frères Marita et leur domestique Vecchiato Rino.

Au café la tenancière Léontine Maréalle.

A Boitsfort Maurice Hullin (Châtelain de Rebecq).

Il est donc évidant que ces arrestations n'ont pas été faites dans un but d'arrêter des résistants. Au contraire, il s'y ~~xxxx~~ mêle du meilleur et du pire. Il y a de la haine, du précaire.

A Rebecq, la Résistance s'affichait assez effrontément à la vue de tous. Il est très possible que les Allemands aient voulu opérer des arrestations un peu partout dans la village afin de terroriser un peu la population et la calmer.

Il est à citer notamment que 7 personnes furent abattues par la Résistance à Rebecq en l'espace de 6 semaines précédant l'arrestation du 17.6.44. Il y eut à Rognon, au début de Mai un accrochage entre Allemands et résistants à la Grenade.

On avait à ce moment volé les registres de l'Etat-Civil.

L.. ..... n'ont rien fait dans la Résistance. Ils furent arrêtés parce que ils déplaisaient à Gilmont.

Le Commissaire de l'Etat,
(s) Ch. Vrancken

Pour copie conforme
le Commissaire de l'Etat,

La déposition du témoin anonyme concernant l'affaire de la rafle de Rebecq, enregistrée par Charles Vrancken, commissaire de l'Etat et responsable du dossier Rebecq. Ce dossier, ouvert en fin 1944 a finalement été clôturé en 1953. Cette déposition se trouvait, à l'état de brouillon, dans le dossier de Raoul Debilde, tandis que l'exemplaire au net de ci-dessous s'est retrouvé dans celui d'Emile Hanon et d'Emile Marit. (SFP-War Victims-Bruxelles)

Saint-Gilles

Si certains de nos concitoyens incarcérés à Saint-Gilles y ont subi des interrogatoires en règle, la plupart d'entre eux relatent qu'ils n'ont jamais été questionnés par qui que se soit. Ils ont tous été enfermés dans des cellules surpeuplées, des centaines de personnes arrêtées par la Gestapo transitaient par la prison, il y avait un va et vient incessant, de jour et de nuit, de personnes que les Allemands transféraient vers d'autres lieux tels que Breendonk, Bourg-Léopold, Huy, etc., avant d'être déportés en Allemagne. Vers la fin de la guerre, voyant l'avancée inexorable des Alliés, qui après avoir débarqué en Normandie à partir du 6 juin, remontaient à grande vitesse vers le Nord et la Belgique, les SS devenaient de plus en plus nerveux et arrêtaient de plus en plus de Belges, suite à la dénonciation de traitres et de collabos. A telle enseigne que les services de la S.D. n'arrivaient plus à interroger les prévenus, ni même à se faire une idée des dossiers qui leur étaient journellement soumis, tant leur nombre étant grand.

C'est dans cette ambiance survoltée que les Rebecquois passent le temps, au fond de leur cellule, entendant les hurlements des gardiens, dans les couloirs, les gémissements des personnes que l'on a ramenées des séances d'interrogatoire dans un état physique déplorable. Au cours des semaines d'incarcération (plusieurs demeureront en prison durant deux mois), se sera l'attente de connaître son sort, avec la hantise de voir la porte de la cellule s'ouvrir, d'être emmené vers un destin inconnu, mais que tous appréhendent avec angoisse. Ce traitement détruit rapidement la résistance nerveuse et psychologique des internés et pour ceux qui arriveront à s'en sortir, après la libération, il leur faudra des années de reconstruction morale pour retrouver une vie plus ou moins normale, mais beaucoup d'entre eux garderont des séquelles profondes et indélébiles de ce qu'ils ont vécu.

La prison de Saint-Gilles-lez-Bruxelles devint, dès l'occupation, en 1940, une prison militaire allemande dans laquelle les opposants à l'occupation et les résistants furent amenés en vue d'une éventuelle déportation. Sur les milliers de citoyens qui furent incarcérés à Saint-Gilles, 21 d'entre elles y furent exécutées. (SFP-War Victims-Bruxelles, Wikipédia)

Bourg-Léopold

Une quinzaine de Rebecquois sont transférés à Bourg-Léopold, au camp de Beverlo début août 1944. Bourg-Léopold est surtout connu pour sa caserne et son terrain d'entrainement de l'armée belge. Les installations ont été construites sur ordre de Léopold Ier en 1835 pour se défendre des troupes néerlandaises. A la base, Heppen et Bourg-Léopold faisaient partie de Beverlo. C'est pourquoi le camp fut aussi appelé Camp de Beverlo. Après avoir été occupé par les armées allemandes de 1914 à 1918 et de 1940 à 1944, le camp est toujours, au XXe siècle, une base importante de l'armée belge. Situé dans la province de Limbourg, près de la ville de Bourg-Léopold (Leopoldsburg), le camp de Beverlo abrite, en 1944, une importante garnison de soldats allemands. C'est aussi un endroit de repos pour de nombreux militaires et notamment ceux de la Kriegsmarine.

Outre l'utilisation de Beverlo - Bourg-Léopold comme cantonnement militaire allemand, le camp sert également de camp de rassemblement de prisonniers destinés à être déportés en Allemagne. D'autres camps de transit analogues existent en Belgique : Breendonk, Huy, etc. La majeure partie des civils amenés à Bourg-Léopold ont été des juifs et tsiganes issus des pays occupés, dont la destination finale était les camps d'extermination de Dachau et Auschwitz. Les Rebecquois qui y sont amenés se doutent que leur avenir semble bien compromis. Le régime qui est appliqué dans ce camp est aussi sévère qu'un camp d'internement nazi, la SS est chargée de la gestion des convois vers l'Allemagne, mais il semble que le gardiennage des prisonniers ait été confié depuis quelques mois à des hommes de la Volksturm, unité composée en 1944 pour pallier au manque de soldats, de plus en plus nécessaires sur les fronts de combats. Ce corps était composé d'hommes plus ou moins âgés et de jeunes qui avaient subi une formation tant politique que militaire. Les troupes d'hommes d'âge mûr qui n'avaient plus la capacité physique d'aller au combat étaient généralement destinés à des fonctions de gardiennage ou d'administration, tandis que celles constituées de jeunes adolescents se trouvaient directement impliquées dans des zones stratégiques, principalement les villes allemandes comme Berlin. Ce sont ces troupes de gamins qui essayèrent de tenir tête à l'avancée des Russes, grâce au fanatisme dont ils étaient imbibés.

C'est ainsi que lorsque les Alliés, et entre autres, la Brigade Piron, arrivèrent le 5 septembre à Bourg-Léopold, les gardiens allemands du camp s'enfuirent, laissant les prisonniers un peu ébahis. Ces derniers ne demandèrent pas leur reste et s'éparpillèrent dans la nature. La plupart des Rebecquois revinrent à Rebecq vers le 11 septembre.

Ceux qui passèrent par Bourg-Léopold sont : Guerino Bacci , Antonio Caliman, Raoul Debilde, Emile De Rycke, Emile Hanon, Maurice Hulin, Olivier Jamin, Emile Marit, Louis Marit, Frans Snoeck et Rino Vecchiato.

Le camp de Bourg-Léopold,

Le « Train Fantôme »

Le 2 septembre 1944, les Alliés sont à la frontière belge. Ils pénètrent sur le territoire national dès l'aube. Ils vont progresser rapidement vers Bruxelles qui sera libérée le lendemain. Les responsables Allemands ont déjà entamé la destruction de tout ce qui peut les confondre, au cas où ils perdraient la guerre. A la prison de Saint-Gilles, tous les papiers et documents sont systématiquement brûlés. Quant aux détenus, afin de les soustraire aux immanquables interrogatoires qu'ils auront avec les Alliés, il a été décidé de les déporter vers l'Allemagne. La destination est Auschwitz. Voici le déroulement des événements, tels que décrits d'après les témoignages des passagers de ce convoi, article publié par « *Le Train* », en 1974.

Samedi 2 septembre 1944 ! Prison de Saint-Gilles : c'est là que se trouvent « hébergés » les prisonniers politiques, souvent avant d'être acheminés vers les camps d'extermination nazis. Beaucoup de Belges bien sûr, mais aussi pas mal de Français parmi lesquels le Commandant Lejeune, un des dirigeants de la Résistance française. Des hommes et des femmes !

Mêlés à ces détenus politiques, on trouve aussi quelques condamnés pour peines légères, des trafiquants (des smokkeleers)...

Combien sont ces prisonniers ? Au moment où débute la tragédie, on peut estimer, avec assez d'autorité, qu'ils sont 1 370. En effet, l'effectif de fin août en dénombre 1 600 et, le 1er septembre, 230 d'entre eux, délinquants mineurs, ont été libérés.

Donc, nous sommes **le 2 septembre, à 1 h 30 ou à 4 h du matin**, les prisonniers sont éveillés précipitamment. S'il y a divergence ici (et plus loin) sur les heures, c'est que les prisonniers ont été privés de leur montre et se repèrent comme ils peuvent ; c'est peut-être aussi que tous n'ont pas été sortis du lit en même temps. Réunion dans la cour de la prison ; chaque prisonnier a reçu deux colis « Croix-Rouge » et sait ce que cela signifie : l'Allemagne !

6 ou 7 h : départ en camions bâchés ou en autocars vers la gare de Bruxelles Midi.

8 h : les prisonniers descendent de leur véhicule et pénètrent dans la gare entre une double haie de soldats allemands hirsutes et débraillés. On les amène à la voie n° 2 de l'époque (un autre témoin parle de voie 15, mais n'est-ce pas l'actuelle voie 15 ?) où un train les attend à quai. Wagons de bestiaux, comme il se doit, avec la mention délicate : « chevaux : 8 ou 40 hommes ». On bourre entre 70 et 80 prisonniers avec bagages par wagon ! Les femmes sont « chargées » à part. Le convoi est « protégé » par des cerbères en armes et des batteries de mitrailleuses.

8 h30 : selon toute probabilité, heure prévue pour le départ du train, mais le matériel de traction n'est pas là !

10 h : les portes et fenêtres des wagons sont garnies de fil de fer barbelé. Sur le quai, des soldats, des SS, mais toujours pas de locomotive.

14 h : pas encore de panache blanc à l'avant. Des infirmières en uniforme ont été autorisées à distribuer un bol de soupe et quelques cigarettes aux détenus. Déguisée en infirmière, une résistante réussit à glisser quelques informations à l'un ou l'autre wagon : les troupes alliées approchent, des pourparlers ont lieu entre les consuls des pays neutres et le gouvernement militaire allemand pour la libération des prisonniers !

16 h : une locomotive fait une courte apparition, puis disparaît.

17 h : le convoi s'ébranle enfin. Sur le tender, près du personnel belge, deux vieux fonctionnaires de la Reichsbahn, indifférents et sans arme (M. Delrue est formel sur ce point). Dans les wagons on salue le départ en chantant « Brabançonne », « Marseillaise », « Tipperary », « God Save the King » et « Internationale ». « La marche est lente, très lente ». On parlera de 4 km à l'heure.

Arrêt (déjà !) à **Forest Midi !** Le machiniste confirme que les Alliés sont à Tournai et que le convoi a pour destination la Hollande, puis l'Allemagne. Il ajoute : « Mais je ferai tout mon possible pour que vous n'y arriviez pas ». Les deux Allemands du tender voient et entendent ça : ils ne bougent pas !

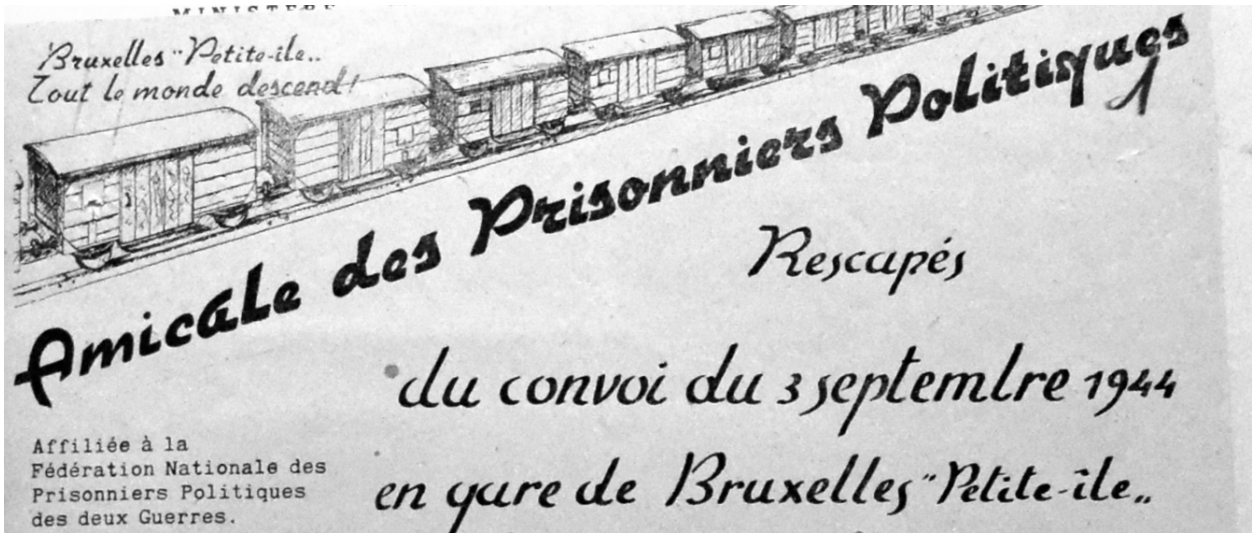
On repart à la vitesse de croisière - 4 km/h - par Cureghem, Bruxelles Ouest.

On s'arrête encore à Laeken, puis à Schaerbeek. A noter que chaque départ est brusque : il est manifeste que le machiniste essaie de provoquer une rupture d'attelage.

A la tombée de la nuit on est à Vilvorde. On s'arrête à Eppeghem. **La nuit**, arrêt en gare de Malines. Puis re-départ. Une large boucle à droite et arrêt définitif sur la voie qui mène à la gare de formation de Muizen, donc pas ouverte au trafic « voyageurs ». Dès ce moment, ce train n'existe donc plus en tant que convoi. D'où son nom de « train fantôme ».

Léontine Marsille et Caroline Caliman ont eu la chance d'être ensemble dans le wagon avec le docteur Robert Dupureur et l'abbé Géry Piérart. C'est donc ensemble qui sont libérés et qu'ils reviennent à Rebecq qui a été libéré par l'armée britannique le 4 septembre 1944.

La voie ferrée aux abords de la gare de la Petite-île, en 1944



Entête de l'Amicale des rescapés du Train Fantôme du 3 septembre 1944

Breendonk

Le Fort de Breendonk est situé au nord de Bruxelles, à une quinzaine de kilomètres. Ce lieu chargé de mémoire fut un des centres concentrationnaires où s'est révélée la volonté d'anéantissement de l'individu, ayant pour objectif l'asservissement et la négation de la personne humaine. C'est un des camps nazis les mieux conservés en Europe.

Le fort de Breendonk est un ouvrage fortifié dont le début de la construction remonte à 1906. Il fait partie de la ceinture défensive d'Anvers, entre les forts voisins de Liezele à l'ouest et Walem à l'est. Il n'est pas encore achevé –mais déjà démodé- et est en phase de renforcement à l'approche de la guerre.

L'invasion de la Belgique débute le 4 août 1914. Le 9 septembre, le Quartier-Général du Général von Besler donne l'ordre de prendre Anvers. Breendonk est bombardé pour la première fois le 1er octobre 1914 par des pièces se trouvant à 8 ou 9 km, au-delà de la portée de sa propre artillerie. Les 1er, 6 et 8 octobre, le fort de Breendonk encaisse 563 projectiles de mortier autrichien de 305 mm. Le commandant du fort, Wijns est mortellement blessé à son poste. Ce n'est que le 9 octobre que le fort capitule. Durant l'Entre-deux guerres, l'armée belge utilise occasionnellement le fort comme casernement. Breendonk est ensuite choisi pour abriter le Grand Quartier-Général de l'armée belge en cas d'invasion.

Le 10 mai 1940 à 8 h 30 du matin, le roi Léopold III, commandant en chef, arrive à Breendonk. C'est de là que le souverain envoie sa proclamation au pays le 10 mai. C'est là également qu'il reçoit les commandants de la septième Armée française placée à droite et des forces britanniques placées à gauche. Le 16 mai, le général Billotte donne l'ordre d'abandonner la ligne de défense Anvers-Namur car la position était devenue intenable depuis la chute de Sedan Dans l'après-midi du 17, l'ensemble du G.Q.G. est transporté dans la région de Gand, à Saint-Denis Westrem.

Le 20 septembre 1940 arrive le SS-Sturmbannführer (major SS) Philipp Schmitt au Fort avec ses premiers prisonniers. Breendonk devient alors un « SS-Auffanglager » ou « camp d'hébergement » sous tutelle de la Sicherheitspolizei-Sicherheitsdienst (en abrégé Sipo-SD), la police politique allemande. Durant la première année d'occupation, les Juifs constituent la moitié du nombre total de prisonniers. A partir de 1942 et la création du « Sammellager » de la caserne Dossin où les Juifs sont rassemblés avant leur départ vers l'est et les camps d'extermination, la plupart des Juifs disparaissent alors de Breendonk qui devient petit à petit un camp pour les prisonniers politiques et les résistants. Le 22 septembre 1941, un premier convoi de prisonniers politiques belges est transféré de Breendonk et de la citadelle de Huy au camp de concentration de Neuengamme près de Hambourg. D'autres convois suivront… Breendonk devient un camp de transit où l'on reste en moyenne trois mois avant d'être déporté vers les camps de concentration en Allemagne, en Pologne ou en Autriche. Le régime instauré par les nazis diffère à peine de celui d'un véritable camp de concentration. La sous-alimentation et les travaux forcés minent les corps et les esprits. Les nombreux sévices entraînent parfois la mort des prisonniers. Initialement, le camp est gardé uniquement par quelques SS allemands et un détachement de la Wehrmacht. En septembre 1941, la Wachtgruppe du SD arrive en renfort : cette fois-ci, il ne s'agit pas de SS allemands mais principalement de Flamands.

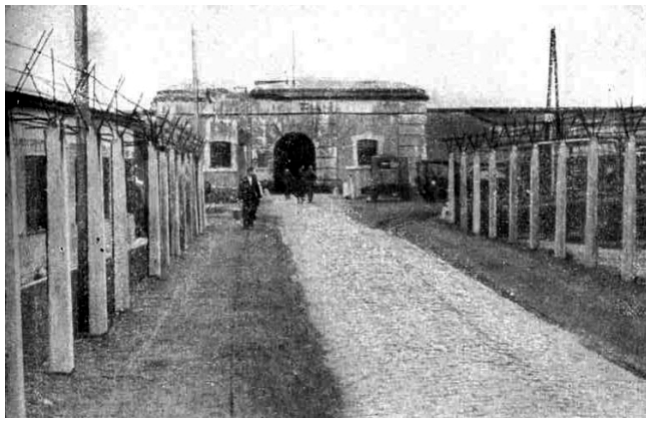
De septembre 1940 à septembre 1944, environ 3500 détenus ont séjourné à Breendonk. La majesté du site, son aspect dantesque en font le symbole perpétuant le souvenir des souffrances, des tortures, de la mort de tant de victimes. Breendonk, quoique petit en comparaison d'autres fut un vrai camp où la barbarie nazie fut poussée à son paroxysme.

Les frères Debraeckeleer resteront ensemble durant leur séjour au fort de Breendonk. Ils subiront des interrogatoires et seront soumis au travail forcé. Joseph Mahy, lui aussi connaîtra les affres d'un interrogatoire musclé. C'est le commandant du camp de Breendonk, le SS Schmitt qui le questionne, avec son chien. L'animal arrachera à coups de dents, les mollets de

Joseph, qui passera la majeure partie de son temps, à Breendonk, dans la cellule d'isolement n° 16. Les frères Vecchiato, probablement ont également dû affronter ces instants terribles, dont certains ne survivaient pas. Les Rebecquois internés à Breendonk, à l'exception de Joseph Mahy, sont chargés à bord d'un convoi à destination de Vucht, en Hollande, en compagnie d'autres Belges, le 30 août 1944. Ils repartiront le lendemain de Vucht pour arriver le 2 septembre au camp de Sachsenhausen. Mahy, lui, quitte Breendonk le 20 août et arrive à Vucht où il reste une quinzaine de jours. Il sera dans le même convoi que les autres Rebecquois.

Aucune indication du passage de Louis Deneyer ne nous est parvenue jusqu'à présent, bien qu'il semble qu'il soit arrivé à Sachsenhausen-Neuengamme le 2 septembre 1944.

Breendonk, une étape vers le crime absolu...



Sachsenhausen

Oranienburg-Sachsenhausen dit « Sachso » était un camp de concentration nazi implanté en 1935 à 30 km au nord de Berlin. Il succédait à l'époque, au camp d'Oranienburg, ouvert en mars 1933 puis fermé en juillet 1934. Il est aujourd'hui aménagé en un musée-mémorial. De 1936 à 1945, on estime que 200 000 personnes y ont été internées et que 100 000 y sont mortes. En août 1941, un massacre de masse y a eu lieu avec l'exécution de plus de 13 000 soldats soviétiques, prisonniers de guerre. En dehors des baraquements communs, le camp possédait des baraquements de détention destinés aux personnalités.

C'est dans ce camp que Himmler installa son état-major et que l'inspection centrale des SS fit expérimenter ses méthodes d'extermination avant de les faire appliquer dans les autres camps. À la différence de beaucoup d'autres camps nazis, Sachsenhausen fut un camp où peu de juifs furent envoyés. En effet, on y internait essentiellement des prisonniers dits politiques. Des ressortissants de nombreuses nationalités y furent internés, y compris des résistants français. Les détenus étaient utilisés pour l'effort de guerre des nazis et travaillaient alors dans des conditions extrêmement pénibles dans des petites unités souvent extérieures au camp principal et constituant des camps annexes, appelés kommandos. Outre des travaux de manufacture, certains prisonniers devaient réparer le matériel de guerre allemand.

Comme dans tous les camps, les SS avaient instauré un régime de terreur d'une férocité incroyable. Les exécutions sommaires étaient monnaie courante, telle celle de 33 Polonais survivants d'un groupe de 320, ou encore de 81 otages Hollandais en mai 1942. Peu après l'invasion de la Russie par les nazis, des milliers de prisonniers de guerre soviétiques furent enfermés à Sachsenhausen. Ils furent soumis à un traitement inhumain, soit tués immédiatement par balle ou encore transférés à la compagnie punitive où ils mouraient en mass, battus à mort, pendus, noyés ou simplement affamés. Le 31 janvier 1942, les SS entreprirent la construction de ce qui allait s'appeler la "Station Z". Cette installation était destinée à l'extermination des prisonniers et fut terminée le 29 mai 1942. De hauts fonctionnaires nazis furent invités à son "inauguration" au cours de laquelle 96 prisonniers juifs furent assassinés en leur présence. En mars 1943, un chambre à gaz fut ajoutée à la "Station Z". Elle fut en activité jusqu'à la fin de la guerre. Le nombre de victimes gazées est inconnu. En effet, les transports destinés à l'extermination n'étaient pas enregistrés dans les registres du camp.

Sachsenhausen était le camp principal, dont dépendaient des sous-camps tels que Rathenow, où les frères De Braeckeleer et Joseph Mahy furent employés au secteur Heinkel. Joseph Mahy fut également muté à Oranienburg et à Bergen-Belsen.

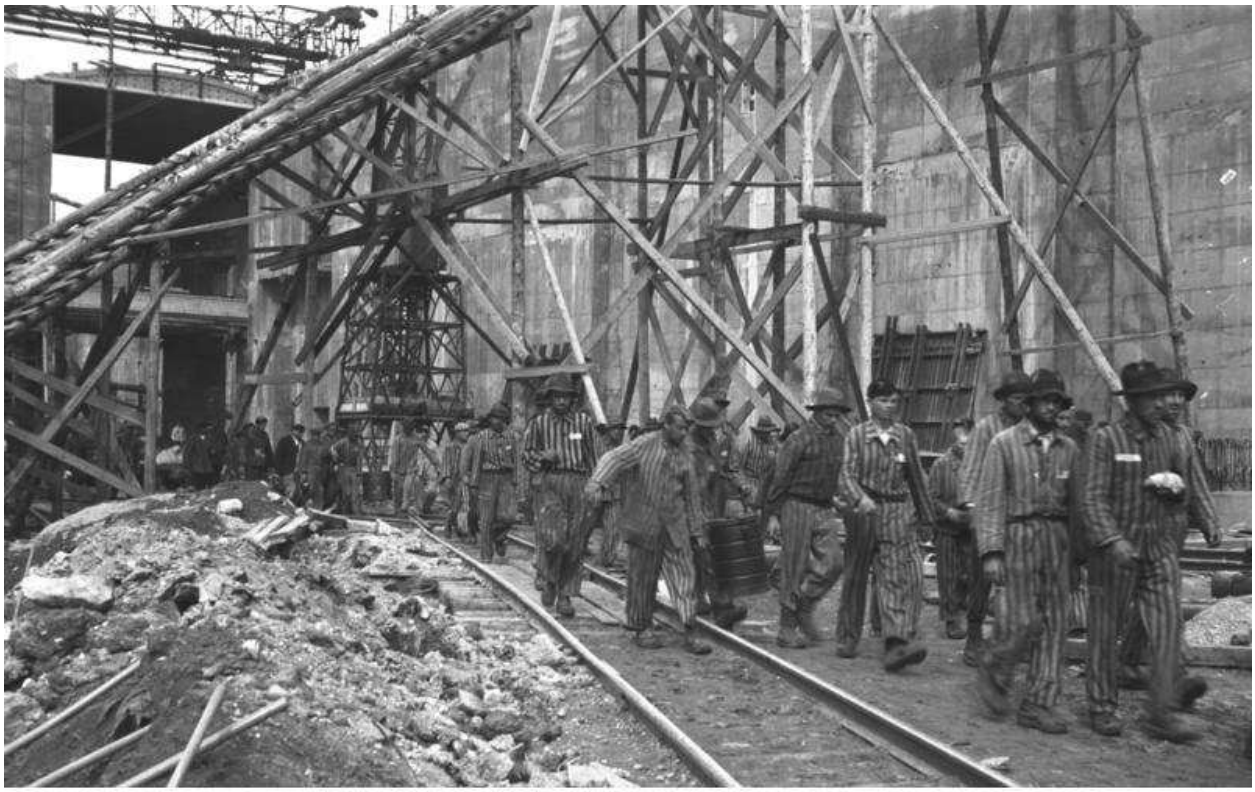
L'entrée du camp de Sachsenhausen (Bundes Archiv)

Neuengamme

Neuengamme a été un camp de concentration (Konzentrationslager en allemand, abrégé KZ), établi le 13 décembre 1938, au sud-est de Hambourg sur le fleuve Elbe, d'abord comme camp extérieur du camp de Sachsenhausen puis transformé en 1940 en camp de travail indépendant (213 000 m2) avec plus de 90 camps extérieurs annexes.

Le 2 mai 1945, les SS abandonnent le camp. Le même jour, l'armée anglaise fait une première patrouille de reconnaissance et découvre le camp vide. Ce camp sera libéré le 4 mai, deux jours plus tard, par les troupes britanniques. Il y eut 106 000 déportés parmi lesquels on dénombra à la libération 55 000 morts (soit 52 %). Environ 4800 Belges passèrent à Neuengamme et ses camps (Komandos) satellites.

Louis Deneyer fut désigné pour celui de Bremen-Blumenthal. Il fut affecté aux chantiers navals de la firme DESHIMAG.



Prisonniers au travail forcé, au chantier naval Deschimag, de Bremen-Blumenthal (Bundes Archiv)